

POLITIQUE

politique.union@sonapresse.com

Les petites phrases de la semaine

Rassemblées par Y.F.I

Pr Patrick Mougouama-Daouda, ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique, du Transfert de technologies, de l'Éducation nationale chargé de la Formation civique :

"(...) Seuls ceux à leur poste recevront leur salaire intégral (...) les autres seront, en fonction de leurs positions, traités ainsi qu'il suit : enseignants en grève : paiement des allocations familiales et de la prime de logement ; enseignants n'ayant pas regagné leur poste d'affectation : suspension de solde ; enseignants absents de leur poste depuis 3 mois : lancement de la procédure de radiation".

Fridolin Mve Messa, secrétaire général du Syndicat de l'Education nationale (Sena) :

"Nous nous tenons debout, nous tenons le bon bout, la victoire est là. Notre détermination a eu raison du mépris du gouvernement qui reconnaît à demi-mot le succès de notre mouvement de grève".

Alexandre Barro Chambrier, président du Rassemblement pour la patrie et la modernité (RPM) :

"J'appelle le gouvernement à se ressaisir afin de trouver des solutions idoines. Les menaces et autres ne sauraient être une solution appropriée à la sortie de crise".

Me Cédric Maguisset, conseil de Justin Ndoudangoye :

"S'agissant de la question de la nullité, nous réaffirmons que notre client a déjà été entendu pour des faits de concussion et pour les mêmes faits".

Pr Hervé Ndoume, président du bureau des assises de la Journée nationale de lutte contre la corruption et l'enrichissement illicite :

"Bien que la crise sanitaire ait accentué la vulnérabilité économique, il est hors de question que les dimensions comportementales compromettent la transformation réelle des richesses potentielles du pays".

Léon Folquet, président du Comité olympique gabonais (COG) :

"À chaque grande rencontre sportive, j'allais toujours vers le président Lamine Diack pour lui déclarer mes civilités, mon admiration et mon hommage, en reconnaissance de ce qu'il a été : un grand athlète, un grand dirigeant sportif doublé d'homme politique".

RPG : Laurent Angue Mezui plébiscité à la présidence du parti

J.KOMBILE MOUSSAVOU
Libreville/Gabon

OUVERT la veille, le 8e congrès national ordinaire du Rassemblement pour le Gabon (RPG) s'est achevé samedi dernier, au "siège national Paul Mba Abessole" à Petit-Paris, avec le vote par acclamation de Laurent Angue Mezui à la présidence de cette écurie politique.

Ce n'est pas la première fois que cet enseignant de formation, ancien maire du 3e arrondissement de la commune de Libreville, présidera aux destinées de la formation chère au père Paul Mba Abessole, son mentor en politique. En effet, au plus fort de "la tétravalence" instituée à l'issue du 7e congrès ordinaire en 2018, il succéda à Célestin Nguema Oyame à la tête du RPG pour un mandat d'un an, de 2019 à 2020. Cette fois-ci, il s'est vu confier, pour une durée de quatre ans, les rênes du RPG. Après, comme un signe du destin, le retrait de Célestin



Photo: Adjai Ntoutourme

Le nouveau président du RPG, Laurent Angue Mezui ©.

Nguema Oyame de la course. A ce qu'il semble, son magistère devrait être marqué par une intensification des actions du RPG sur le terrain, afin de reconquérir les espaces perdus. D'autant qu'il a clairement annoncé la couleur en laissant entendre qu'à la présidentielle 2023, le RPG devrait présenter un candidat sous réserve de la tenue

d'un congrès d'investiture. Tout en clamant et en réaffirmant "l'ancrage sans équivoque du RPG dans l'opposition". De fait, il a appelé au rassemblement des "forces de l'opposition afin d'aborder, main dans la main, les échéances électorales à venir". Non sans avoir dénoncé la situation socio-politique actuelle de notre pays et fustigé

"l'incompétence du gouvernement". Dans le même élan, celui qui a été président par intérim du RPG pendant six mois, Martin Boundzanga, a, pour sa part, lancé "un appel solennel au peuple gabonais afin de retrouver nos repères perdus", avant de déclarer clos les travaux desdites assises.

La Semaine Véritable cafouillage !

Les uns et les autres voudront bien trouver ici, nos sincères excuses pour le désagrément involontairement causé lundi passé.

Et pourtant l'actualité avait été riche cette semaine-là, avec des faits intéressants ; lesquels auraient mérité une analyse profonde. C'est le cas de la sortie du président de l'UDIS, Hervé Patrick Ompiagah qui, après avoir décrit, avec audace, pour un membre de la galaxie présidentielle, une situation gravissime que vit la société gabonaise aujourd'hui, a lancé un appel à toutes les forces vives pour la tenue d'un forum économique et social pouvant éviter une catastrophe au pays...

Curieusement, jusqu'à présent, personne ne s'est prononcé sur cette invite du député de Mounana, par ailleurs premier questeur de l'Assemblée nationale. Des statuts qui devraient plutôt militer pour que sa proposition interpelle surtout sa famille politique. Laquelle a souvent tendance à tourner en bourrique d'autres acteurs ayant entrepris la même démarche ; les traitant soit d'aigris,

soit d'opposants...

S'agissant de la semaine qui s'est achevée hier, on notera que plusieurs événements ont été enregistrés. La plupart ne sont pas de nature à garantir la quiétude sociale. Loin s'en faut. Que de mouvements d'humeur ! Que de tensions sociales ! Que d'accusations contre l'équipe gouvernementale ! Et finalement que d'attentes !

Entre la grève des régions financières qui aura sans doute des conséquences fâcheuses sur les finances publiques, celle des agents des Eaux et Forêts, sans oublier le bras de fer entre le gouvernement et la coalition Conasysed/Sena, le front social est vraiment en ébullition...

Autant de choses qui devraient conduire les pouvoirs publics à changer d'approche. Il n'y a plus lieu de faire dans le déni ou la politique de l'autruche...

En s'attardant un tant soit peu sur la situation devenue davantage préoccupante à l'Éducation nationale, on relève pour le déplorer,

l'escalade enregistrée depuis plusieurs jours entre les deux parties (syndicats et ministère). Les menaces de tous genres de la part du gouvernement n'ont eu pour effet que la radicalisation des grévistes.

Et pendant que les élèves et leurs parents se demandent jusqu'où ira ce bras de fer, voilà que le ministère publie un communiqué dont très peu d'acteurs comprennent la pertinence et les mobiles. Des décisions entourées de beaucoup de non-dits, et dont on retiendra que les vacances de Noël dureront près d'un mois. Inédit !

Pour certains, acculé, le ministère de l'Éducation cafouille. Ce qui est loin de rassurer les élèves et leurs parents qui se demandent pourquoi une période de congé aussi longue ! Toute chose de nature à obscurcir encore plus l'horizon de l'année scolaire en cours.